

Le coup de sang de De Wever met tout le monde d'accord

- **Dimanche, Bart De Wever menace de faire tomber le gouvernement si Francken démissionne.**
- **Lundi, les autres partis modèrent leur langage.**
- **La suédoise est repartie.**
- **Mais le dossier soudanais n'est pas clos.**

Des élections anticipées? Non merci. Une crise politique? Ce serait irresponsable. La chute du gouvernement? Vous n'y pensez pas. La démission de Theo Francken? Ça tombe bien, personne ne la demande dans la majorité.

L'un après l'autre lundi, les partenaires de la suédoise ont réitéré leur volonté de poursuivre. Après les sueurs froides dimanche soir, tout le monde retrouve ses esprits lundi, du moins en apparence – ça compte.

En tête, Charles Michel, Premier ministre, interviewé sur Bel-RTL lundi matin, a calibré son message: «*Le chantage ne m'impressionne pas, les menaces non plus, ni les provocations (...). La question de la migration, la question de l'asile méritent bien mieux que des querelles d'ego, petits ou grands.*» Il indiquait aussi que l'enquête en cours ne por-

taut pas sur la question de savoir si Theo Francken devait démissionner ou pas. Rompez.

Les partenaires suédois enchaîneront dans la journée, multipliant les déclarations apaisantes à l'issue des bureaux de partis respectifs.

Gwendolyn Rutten, présidente du VLD: «*Celui qui, comme nous, poursuit sa route, de façon positive, ne se laisse pas imposer un chantage. Le gouvernement libéral de Charles Michel tire un travail formidable: l'économie tourne, des emplois sont créés, les impôts diminuent. Nous poursuivons le travail. C'est ce que les gens attendent de nous.*»

Wouter Beke, président du CD&V: «*Mon parti a pris en 2014 un engagement pour cinq années complètes, nous nous y tenons.*» Le président du CD&V ajoutait, à la grande surprise d'autres membres de la majorité, qu'il n'avait jamais demandé la démission de Theo Francken.

Olivier Chastel, président du MR, a lui aussi calmé le jeu: «*Continuons à appliquer notre programme avec calme et détermination. Nos décisions portent déjà leurs fruits au bénéfice de tous les citoyens.*» Tir groupé.

En comité restreint lundi matin à la Toison d'Or, où les ministres libéraux-réformateurs opérant aux différents niveaux de pouvoir se retrouvent autour de Charles Michel, les bleus ont

bien évoqué, confie-t-on, le scénario en vogue en coulisse ces

derniers temps, celui auquel pense peut-être une N-VA très offensive, voire provocatrice: coupler les élections législatives aux communales le 14 octobre prochain. Mais l'idée de voir le gouvernement s'effacer avant terme afin de se lancer d'emblée dans une bataille électorale de grande envergure, qui séduit certains dans les rangs, ne fait pas recette au MR.

Charles Michel veut aller au bout de la législature, convaincu que la politique socio-économique de la suédoise porte ses fruits, que la croissance est de retour, que la stabilité seule peut mener au succès. Mot d'ordre: on se concentre sur la «*feuille de route*» de la suédoise et, au passage, on se montre plus «*combatif*», notamment en termes de communication. C'est sur ce thème qu'ont insisté certains, Richard Miller en tête, lundi matin en conseil général du parti, après le comité restreint.

Apaisements pour le CD&V?

La voie est libre? Presque. Première étape: à la Chambre, jeudi. Le Premier ministre, Charles Michel, doit s'attendre à une séance animée et répondra aux questions de l'opposition. C'est à ce moment que l'on vérifiera le degré de cohésion de la majorité, et l'attitude du CD&V.

Il nous revient que ce parti estime qu'il aura ses apaisements. «*Imagine que Charles Michel répondra aux questions et préciserait un certain nombre de points qui sont importants pour nous*», indique une bonne source démocrate-chrétienne flamande. Après les réponses du Premier ministre, une motion pure et simple, déposée par la majorité, sera mise au vote. La majorité devrait voter. En technique parlementaire, ce vote barrera la route à la motion de méfiance de l'opposition, qui devait devenir sans objet.

Cette étape franchie, il restera un dernier moment délicat pour la coalition sur ce dossier: la publication de l'enquête du Commissariat général aux réfugiés et

apatrides (CGRA), attendue au plus tôt pour la fin du mois. Si elle révèle des manquements dans le chef de Theo Francken ou de son cabinet, on risque d'assister aux mêmes joutes politiques. Il faudra voir alors si des demandes de démission de Theo Francken réapparaissent dans la majorité. L'alternative, en cas de manquements, serait de réformer le système d'identification des migrants ou l'évaluation des risques encourus, ce qui éviterait une démission.

Mais la tonalité générale, ce lundi, était plutôt à l'apaisement. ■

DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

CALENDRIER

Des élections fédérales à l'automne ? Peu probable

Et si on convoquait l'électeur à l'automne pour renouveler conseils communaux, provinciaux et... Parlement fédéral ? L'hypothèse a circulé avec la crise soudanaise, offrant ainsi l'occasion de dissocier le rendez-vous des législatives, prévu en juin 2019, de celui des élections régionales. Sans écarter totalement ce scénario, Jean Faniel, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp) le juge « *peu plausible* ». En effet, si le gouvernement venait à tomber, il faudrait d'abord évaluer la possibilité de constituer une majorité alternative (sans la N-VA si c'est elle qui se retire de la coalition). A l'instar de Didier Reynders en 2010, un informateur serait nommé à cette fin par le Palais royal. En cas d'échec de ce dernier, les chambres seraient dissoutes. Soit par décision du Roi ; soit, comme en 2010, rappelle le politologue du Crisp, par l'adoption d'une liste d'articles de la Constitution à réviser (ce qui produit le même effet). Or dans pareille situation, l'électeur doit être invité à se rendre dans l'isoloir dans les 40 jours. Le calcul est vite fait : pour voter le 8 octobre prochain, la dissolution de l'assemblée parlementaire devrait intervenir dans le courant du mois d'août. Ce qui signifie que le « Soudangate » devrait s'éterniser durant huit mois encore avant qu'on ne constate l'impossibilité pour cette majorité ou une autre d'achever la législature.

Peu probable, en effet.

PASCAL LORENT

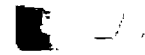


Jouer la stratégie de la rupture

Politiquement, la N-VA est sans doute le seul parti de la majorité suédoise à pouvoir faire tomber le gouvernement. Et puis, « *elle peut débrancher la prise car elle a obtenu ce qu'elle voulait dans l'accord de l'été* (NDLR : la réforme de l'impôt des sociétés), *n'aura pas à gérer l'épineux dossier du Pacte énergétique et pourra pointer les francophones comme responsables de son départ* », observe Jean Faniel (Crisp). En outre, claquer la porte de la majorité fédérale sur une crise liée au dossier des réfugiés lui offrirait l'occasion de placer l'un de ses thèmes de prédilection au cœur de la campagne électorale à venir, laquelle viendrait en quelque sorte « polluer » l'autre campagne, communale.

Pour autant, Bart De Wever a-t-il intérêt à faire valdinguer la « suédoise » ? La majorité de centre-droit a encore quelques mesures à adopter et caresse l'espoir de tirer un profit électoral de l'embellie économique. En outre, une fin prématurée du gouvernement Michel pourrait laisser des traces entre les partenaires. Or si le MR garde la possibilité de se tourner vers les socialistes (même si l'envie n'y est pas), la N-VA n'a d'autres possibilités que de conserver les mêmes partenaires si elle veut rester au gouvernement fédéral après 2019. « *Le MR est plus essentiel à la N-VA que l'inverse* », estime Jean Faniel.

A moins que... cinq ans au fédéral suffisent au parti nationaliste flamand. Certains en son sein craignent en effet qu'une prolongation de l'expérience gouvernementale actuelle n'accrole à la N-VA une étiquette « belge ».



Tenir jusqu'au bout

Si ce gouvernement doit tomber, cela ne viendra pas du MR. Et pour plusieurs raisons.

D'abord, il est rare que le parti du Premier ministre soit celui qui « retire la prise ». La fonction veut que le Premier, en cherchant le compromis, fasse avaler certaines couleuvres à son propre camp. Mais il est rare qu'en retour, sa formation politique déstabilise l'attelage piloté par l'un des siens. Ensuite, souligne Jean Faniel (Crisp), en acceptant de monter dans une majorité où il est le seul représentant francophone, le MR a pris un risque politique énorme. Il se doit de prouver aux autres partis sudistes que cette « suédoise » n'était pas, comme annoncé à ses débuts, une « kamikaze ». Il lui faut donc tenir, sous peine de voir Charles Michel se présenter tout penaud devant ses homologues francophones.

Enfin, il y a la séquence. Malgré les remous récurrents provoqués par Franken et consorts, cette coalition est relativement homogène sur le plan idéologique. Une première depuis les gouvernements Martens-Gol, qui a permis de renvoyer le PS dans l'opposition. Avec, qui plus est, un libéral francophone au poste de Premier ministre. Cela justifie bien quelques sacrifices et quolibets.

Alors, au MR, on se dit qu'il faut tenir. Et cela devrait être le cas, sauf si la N-VA osait infliger à Charles Michel une humiliation politique qu'aucune communication ne pourrait farder. Alors, et alors seulement, rester deviendrait plus préjudiciable que partir, et le MR pourrait décider de claquer la porte. Mais cela reste pour l'heure de la politique-fiction.

P.L.T

P.L.T



Aller aux communales sans encombre

Les valse-hésitations du CD&V sur la crise soudanaise, c'est de la viennoise-rie pour les chroniqueurs politiques. Wouter Beke laisse entendre que Theo Francken devrait prendre ses responsabilités (et donc, démissionner) puis, en ce début de semaine, il se ravise pour affirmer qu'une démission de l'intéressé n'est pas à l'ordre du jour. C'est qu'entre-temps, le président des chrétiens-démocrates flamands a sans doute fait ses calculs. Et le résultat est limpide : son parti n'a rien à gagner à faire tomber la suédoise sur ce dossier et maintenant. Et cela pour au moins deux raisons.

La première, c'est l'agenda. Le CD&V est convalescent. Il table sur le scrutin communal pour se refaire une santé. L'ancrage local de l'ex-CVP reste solide et une campagne basée sur la proximité et la figure rassurante de ses mayeurs peut lui profiter.

A l'inverse, si les élections législatives précèdent les communales en raison de la crise soudanaise, le thème des réfugiés s'imposera et la N-VA donnera le « la ».

La seconde, c'est le tableau de chasse. Kris Peeters avait obtenu, cet été, la taxation des comptes-titres. Une mesure qui doit encore suivre tout le parcours parlementaire avant de pouvoir advenir. Une fin prématurée de la « suédoise » soufflerait cette plume arrachée de haute lutte pour coiffer le galurin du vice-Premier CD&V. Une opportunité qu'il ne tient pas à gâcher avant d'affronter Bart De Wever à Anvers, ce 8 octobre.

Alors, en attendant, au CD&V, on valse.

P.LT



Chat échaudé...

Bis repetita ? En 2010, Vincent Van Quickenborne (Open VLD) tweetait son « Alea jacta est » et faisait tomber le gouvernement fédéral. Mais il y a peu à parier que les libéraux flamands seront à nouveau ceux qui « retirent la prise ». D'abord parce qu'en 2010, le crime ne leur avait pas profité : l'Open VLD avait reculé au scrutin qui avait suivi la fin prématurée du dernier gouvernement Leterme. Et puis, ce parti « est déjà heureux d'être dans ce gouvernement : il aurait pu ne pas s'y trouver si le CDH était monté dans la majorité », rappelle Jean Faniel (Crisp). Pas question, dès lors, de se brouiller avec ceux qui vous ont tirés de l'ornière et pourraient encore vous en faire sortir.

Enfin, à l'inverse de la N-VA, le VLD doit encore engranger. L'accord de l'été doit se concrétiser cet hiver, comporte un point arraché par Alexander De Croo : la défiscalisation des 500 premiers euros mensuels. La mesure a été approuvée par les partenaires de la majorité fédérale mais elle doit encore trouver sa concrétisation au terme d'un parcours parlementaire qu'une fin prématurée du gouvernement Michel ferait avorter. Dès lors, même si l'image paraît surprenante, les ministres de l'Open VLD gardent le petit doigt sur la couture du pantalon. L'agitation est un luxe qu'ils ne peuvent plus s'offrir.

P.LT